

PROTOCOLE TRANSACTIONNEL
entre la
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DRACENOISE
et le
S.I.C.T.I.A.M

Le présent contrat de transaction est conclu entre :

- Le Syndicat Intercommunal des Collectivités Territoriales des Alpes Méditerranée sis 2323 chemin de saint bernard 06225 VALLAURIS, représenté par son Président, Charles-Ange GINESY, dûment habilité à cet effet par le Comité Syndical, en vertu d'une délibération en date du 27 Mai 2016,

ci-après dénommée « Le SICTIAM »,

d'une part,

- La Communauté d'Agglomération Dracénoise, sise Hôtel communautaire, square Mozart 83300 DRAGUIGNAN, et représentée par son Président, Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, ou par son représentant dûment habilité à cet effet,

ci-après dénommée « la CAD »

d'autre part,

VU les article 2044 à 2057 du code civil ;

VU la Circulaire du ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi du 7 septembre 2009 relative au recours à la transaction pour la prévention et le règlement des litiges portant sur l'exécution des contrats de la commande publique ;

VU l'instruction ministérielle du 12 avril 2010 relative au recours à la transaction pour la prévention et le règlement des litiges portant sur l'exécution des contrats de la commande publique ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule :

La CAD est adhérente du SICTIAM depuis 2004.

En Janvier 2007, un Plan de Service a été conclu entre le SICTIAM et la CAD concernant la fourniture d'une solution informatique de gestion des marchés publics.

L'objectif recherché était la mise en œuvre du logiciel SOLON de suivi technique et financier des marchés.

Parmi les fonctionnalités impérativement souhaitées, la reprise automatique des données dans le logiciel de gestion financière était un élément essentiel.

Le SICTIAM a proposé de se mettre en relation avec ses partenaires (Civitas ou Magnus) afin que l'interface de gestion soit créée.

L'impossibilité matérielle pour le SICTIAM de mettre à disposition la CAD n'a donc jamais utilisé ce logiciel en raison de la double saisie nécessaire et a donc toujours refusé de régler les prestations liées à ce logiciel.

Les courriers échangés depuis 2008 ont permis de constater le désaccord entre les parties sur l'obligation de paiement des titres d'un montant de 16 256,10 €.

Le comptable public a proposé au SICTIAM la procédure de mandatement d'office en 2012, mais cette dernière ne semble pas appropriée compte-tenu des liens qui unissent le SICTIAM et la CAD et la volonté des 2 entités publiques de continuer leur collaboration au vu des intérêts réciproques à poursuivre les projets engagés en commun.

Aux termes de nombreux échanges, aucun accord sur les responsabilités réciproques des parties n'a pu être trouvé.

Face à cette situation de blocage, dans le respect des intérêts des deux parties et après concessions réciproques, les parties ont décidé de régler, à l'amiable et sous la forme d'une transaction, les différends financiers les opposant, dans le but d'éviter l'engagement de procédures contentieuses, longues, coûteuses et aléatoires, afin d'alléger la charge de travail des juridictions, et de préserver les deniers publics.

Par cette transaction, les parties s'interdisent réciproquement toute action contentieuse relative au présent litige.

Article 1 : Objet de la transaction

Le présent contrat, établi en vertu des articles 2044 et suivants du code civil, a pour objet de solder les droits et obligations nés entre les parties suite à la mise en place du logiciel SOLON par le SICTIAM, mais de l'impossibilité de permettre de créer une interface avec le logiciel de gestion financière de la CAD.

En conséquence, des dépenses engagées par le SICTIAM et utiles à la CAD, ont été effectuées mais se heurtent à un refus de paiement de la CAD compte tenu de l'impossibilité technique d'utiliser la solution fournie

Il y a donc lieu de régulariser par le présent protocole, seul support contractuel valide, qui constituera un titre juridique permettant le paiement correspondant aux dépenses utilement engagées par le SICTIAM.

La présente transaction est donc revêtue, conformément aux termes de l'article 2052 du même code, de l'autorité de la chose jugée.

Article 2 : Nature et étendue des prestations réalisées

2.1. Nature des prestations réalisées

Le SICTIAM a engagé des frais pour l'acquisition du logiciel SOLON au bénéfice de la CAD, et a réalisé des prestations pour procéder à son installation et à la migration des données

Ainsi, l'installation du logiciel a mobilisé les ressources internes du SICTIAM et a entraîné des frais qu'il n'est pas juste de lui laisser supporter seul.

De son côté, la CAD n'a pas pu bénéficier des conditions optimales d'utilisation du logiciel SOLON compte tenu de l'absence d'interface avec le logiciel Finances et est légitime a demandé un paiement partiel de la prestation.

2.2. Evaluation du préjudice

A ce jour, 3 Titres restent non soldés pour un montant total de 16 256,10 Euros et qui font l'objet d'un désaccord entre les 2 parties au présent protocole.

Les deux parties se sont donc rapprochées dans le cadre du présent protocole afin de convenir d'un montant transactionnel qui pourra régler ce litige.

Le montant de l'indemnisation due au SICTIAM au titre des dépenses utilement exposées au profit de la collectivité, telles que décrites à l'article 2.1 supra est déterminé en prenant en considération l'ensemble des coûts directs et indirects exposés par elle pour la fourniture des prestations commandées par la CAD.

Le détail des charges ouvrant droit à indemnisation sur le terrain de l'enrichissement sans cause est retrace en annexe du présent contrat.

2.3. Synthèse

	<i>Montant TTC en euros</i>
Montant total de la prestation initiale Décomposée comme suit :	16 256,10 €
Titre n° 176 du 15/02/2007	250,00 €
Titre n° 764 du 11/04/2007	250,00 €
Titre n ° 765 du 11/04/2007	15 756,10 €
TOTAL DEPENSES UTILES	2500,00

Article 3 : Modalités de paiement de l'indemnité

L'indemnité, dont le montant est arrêté à 2500,00 Euros TTC, sera versée au SICTIAM en une seule fois. Le paiement interviendra après approbation et signature du présent protocole par les 2 parties ;

Les Titres émis et visés dans le tableau ci-dessus seront annulés et un titre de 2500 € sera émis à l'encontre de la CAD. Ce titre devra être réglé dans un délai maximum de 30 jours à compter de la réception de l'avis des sommes à payer par le SICTIAM.

Article 4 : Concessions réciproques

La présente transaction vise à remédier à une situation telle que celle créée par la constatation d'une illégalité qui ne peut donner lieu à régularisation et par voie de conséquence, à prévenir tout litige susceptible d'en résulter.

En conséquence, en contrepartie de l'indemnité versée par la CAD à titre de réparation pour l'intégralité des dépenses utilement exposées par le SICTIAM, cette dernière renonce à tout recours ultérieur portant sur les mêmes faits à l'encontre de la collectivité.

Article 5 : renonciation aux recours juridictionnels

En contrepartie de l'exécution des présentes, les parties se déclarent intégralement satisfaites et acquittées de tous leurs droits à raison de l'ensemble des dommages, objet de cette transaction et renoncent en conséquence expressément à toute action du fait desdits dommages et de leurs conséquences.

Article 6 : Clause juridictionnelle

Tout litige né de l'interprétation ou de l'application du présent contrat, qui n'aura pu être résolu par le biais d'une procédure amiable, sera soumis à la compétence exclusive du tribunal administratif de Nice.

Préalablement à la saisine de cette juridiction, les parties mettront en œuvre une procédure de règlement amiable de leur différend, consistant dans l'échange d'au moins deux correspondances. En cas d'échec, la partie la plus diligente procèdera à la saisine de la juridiction administrative compétente.

Toute action en nullité de la présente convention sera prescrite dans le délai d'un an à compter de la signature de la présente.

Fait à VALLAURIS
en deux exemplaires originaux, le

Le Président du SICTIAM

Le Président de la CAD

Charles Ange GINESY

Olivier AUDIBERT-TROIN